

ACTION URGENTE

MOZAMBIQUE. L'AUDIENCE D'UN JOURNALISTE A DE NOUVEAU ÉTÉ REPORTÉE

Pour la troisième fois, le tribunal provincial de Cabo Delgado a reporté l'audience préliminaire du journaliste Amade Abubacar, qui devait avoir lieu le 27 juin, en raison d'une erreur d'écriture. Amade Abubacar attend d'être jugé pour « incitation publique à commettre une infraction par le biais de médias électroniques », « incitation » et « outrage à des agents de la force publique ». Son audience préliminaire est maintenant fixée au 25 juillet.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles et religieuses

Joaquim Veríssimo

Ministry of Justice, Constitutional and Religious Affairs

Av. Julius Nyerere, 33

Maputo, Mozambique

Courriel : mjcr@mjcr.gov.mz ; vilanchic@yahoo.com.br

Monsieur le Ministre,

Je souhaite attirer votre attention sur le cas d'**Amade Abubacar**, journaliste de la radio locale de Nacedje, dans le district de Macomia (province de Cabo Delgado, nord du Mozambique).

L'audience préliminaire d'Amade Abubacar, qui devait avoir lieu le 27 juin devant le tribunal provincial de Cabo Delgado, a été reportée, en raison, semble-t-il, d'une erreur d'écriture. C'est la troisième fois que son audience préliminaire est ajournée. La première audience, prévue pour le 17 mai, avait été reportée au 23 mai parce que le juge avait un autre engagement au même moment. Le 23 mai, le tribunal provincial de Cabo Delgado a ajourné l'audience au 27 juin, car les témoins présentés au tribunal n'étaient pas les bons. L'audience préliminaire est maintenant prévue pour le 25 juillet.

Le 23 avril, le tribunal provincial de Cabo Delgado a ordonné la remise en liberté provisoire d'Amade Abubacar, qui était détenu à prison de Mieze, à Pemba. Amade Abubacar est toujours inculpé d'« incitation publique à commettre une infraction par le biais de médias électroniques », d'« incitation » et d'« outrage à des agents de la force publique », au titre des articles 323, 393 et 406 du Code pénal mozambicain. Au moment de son arrestation, le 5 janvier, il interviewait des personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui avaient fui leur domicile en raison de l'intensification d'attaques violentes perpétrées par des membres présumés d'un groupe extrémiste, connu sous le nom d'Al Shabab.

Je vous prie instamment de :

- veiller à ce que toutes les charges retenues contre Amade Abubacar soient abandonnées immédiatement, car il est poursuivi uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression dans le cadre de son travail de journaliste ;
- veiller à ce que le droit d'Amade Abubacar à un procès équitable soit respecté et à ce que, si les charges ne sont pas abandonnées, il soit jugé dans un délai raisonnable, conformément aux normes internationales relatives à l'équité des procès ;
- faire en sorte que les droits à la liberté d'expression et à la liberté de la presse soient pleinement respectés et que les journalistes puissent faire leur travail sans craindre d'être attaqués, intimidés ou harcelés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Amade Abubacar est un journaliste de la radio locale de Nacedje (district de Macomia, province de Cabo Delgado). C'est également un journaliste indépendant. Il a été appréhendé le 5 janvier par la Police de la République du Mozambique (PRM) dans le district de Macomia et emmené au poste de police de Macomia. Au moment de son arrestation, il interviewait des personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui avaient fui leur domicile en raison de l'intensification d'attaques violentes perpétrées par des membres présumés d'un groupe extrémiste, connu sous le nom d'Al Shabab. Le jour même, il a été transféré de la garde de la police à celle de l'armée, qui l'a maintenu en détention au secret durant 12 jours et, selon son témoignage, l'aurait soumis à différentes formes de mauvais traitements. Il est interdit aux forces armées de détenir des civils. Le 17 janvier, Amade Abubacar a été remis aux mains de la police.

Amade Abubacar a comparu devant un juge pour la première fois le 18 janvier, soit bien au-delà de la période maximale de 48 heures fixée par la loi pour présenter une personne à une autorité judiciaire à partir du moment de son arrestation. Le tribunal judiciaire du district de Macomia a ordonné son maintien en détention, dans l'attente de son procès, au poste de police central du district de Macomia. Le 24 janvier, Amade Abubacar a été transféré de la prison du district de Macomia à la prison de Mize, à Pemba, capitale de la province de Cabo Delgado.

Le 16 avril, après plus de 90 jours de détention provisoire, Amade Abubacar a été inculpé. Le 23 avril, le tribunal provincial de Cabo Delgado lui a accordé une mise en liberté provisoire.

Amade Abubacar est toujours inculpé d'« incitation publique à commettre une infraction par le biais de médias électroniques », d'« incitation » et d'« outrage à des agents de la force publique », au titre des articles 323, 393 et 406 du Code pénal mozambicain. Il a été maintenu en détention provisoire pendant plus de 90 jours avant d'être inculpé. Pourtant, l'article 308 du Code de procédure pénale dispose que nul ne peut être maintenu en détention provisoire plus de 90 jours après son arrestation.

Les districts nord de la province de Cabo Delgado, dont Macomia, sont le théâtre d'attaques armées depuis octobre 2017. Ces attaques seraient le fait de membres d'un groupe extrémiste, Al Shabab, qui envahissent les villages, incendient les maisons, tuent des villageois à coups de machette et pillent la nourriture. Plusieurs habitants des villages touchés, craignant pour leur vie, ont fui vers d'autres districts. Cette province est importante pour le gouvernement central en raison de l'abondance de ses ressources minérales (gaz et rubis, notamment). Le gouvernement a donc renforcé la présence militaire dans la région après le début des attaques. Depuis lors, les autorités intimident et harcèlent les journalistes et les empêchent de rendre compte de la situation. Amade Abubacar couvrait depuis le début les attaques perpétrées contre des civils par des groupes armés dans la province de Cabo Delgado.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : portugais, anglais
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 9 AOÛT 2019.
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Amade Abubacar (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr41/0278/2019/fr/>